

18 — Tissu social, coopérations et conflits entre les acteurs de la filière soie de *landibe* dans la région d’Itasy

Lise DIEZ, Marc PONCELET, Naritiana RAKOTONIAINA,
Gabrielle RAJOELISON, François J. VERHEGGEN, Éric HAUBRUGE

La soie sauvage est produite à partir des cocons d'un papillon endémique de Madagascar qui appartient au genre *Borocera*, appelé localement le *landibe*. Dans ce travail, nous avons cherché à éclairer certains aspects socio-anthropologiques de la filière soie sauvage. Pour cela, nous avons réalisé une série d'entretiens avec les acteurs de la filière soie en milieu rural et urbain. L'étude en milieu rural a été réalisée au sein de deux communes de la région d'Itasy, situées à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Antananarivo. Des acteurs urbains vivant à Antananarivo ont également été interrogés. L'analyse des acteurs de la filière soie a révélé une dynamique complexe. À chaque niveau de la filière, ces personnes impliquées dans la filière soie ont des objectifs bien précis, le principal étant l'augmentation des revenus grâce à la soie. En milieu rural, les activités liées à la soie sont toutes pratiquées en complément de l'agriculture. Les acteurs collectifs de la filière sont principalement les VOI (ou Communautés Locales de Base) qui sont en charge de gérer la forêt, les associations de tisseuses et les ONG qui s'occupent d'actions de développement, dont certaines ont comme objectif le renforcement de l'un ou l'autre aspect de la filière soie. Ces acteurs collectifs agissent en coopération et dans l'intérêt des populations, mais nous avons également observé des conflits et malentendus entre les individus et ces associations, ce qui peut entraver l'atteinte des objectifs communs de développement de la filière et de préservation de l'environnement.

Social interactions and conflicts between wild silk production actors in the Itasy region

Wild silk in Madagascar is made by endemic silk moths of the genus *Borocera*, locally named *landibe*. In this study, we tried to shed light on the social aspects of the wild silk sector, by understanding the interactions between the actors involved. We interviewed different professionals such as weavers and cocoon harvesters in the country and in the city. The study area was located in villages of the Itasy region, situated 50 km West of Antananarivo. Moreover, people working in the silk sector were also interviewed in Antananarivo. Analysis of the wild silk's sector revealed complex dynamics. Each player has his own purpose, not the least of which is finding additional revenues with silk. In the country, cocoon harvesting and weaving are complementary activities to agriculture. The collective actors of the silk sector are the VOI (Local Communities) who are managing *tapia* woods, weaving women associations, and NGOs who try to develop silk sector in the region. These collective actors cooperate with the local population, but it appears that some conflicts and misunderstandings arise between individuals and associations, which could hamper meeting the shared goals of silk sector development and preservation of the natural environment.

18.1. INTRODUCTION

La soie sauvage de Madagascar est produite à partir des cocons d'un papillon endémique des Hautes Terres du centre de l'île dont le nom vernaculaire est *landibe* et qui appartient au genre *Borocera* (Lepidoptera : Lasiocampidae) (chapitre 1). Les cocons sont directement récoltés à la main dans les bois de *tapia* (*Uapaca bojeri* Baill., Euphorbiaceae), le fil est fabriqué à la main et les écharpes sont tissées sur des métiers traditionnels en bois. Les produits finis sont ensuite vendus principalement à Arivonimamo et Antananarivo (chapitre 17).

Des personnes récoltant les cocons de *landibe* aux commerçants, de nombreux acteurs entrent en interactions les uns avec les autres pour former la filière soie. Les relations entre ces acteurs, qu'elles soient de l'ordre du conflit ou de la coopération, vont influencer le fonctionnement et la structure de la filière dans son ensemble. En effets, les choix et actions de chacun des acteurs peuvent profiter à la filière dans son ensemble, mais ce n'est pas toujours le cas, notamment en ce qui concerne le maintien de cette filière sur le long terme. C'est pourquoi dans cet article nous avons cherché, grâce à une approche socio-anthropologique, à mieux comprendre la nature des relations qui existent entre les différents acteurs.

18.2. MÉTHODOLOGIE

18.2.1. Acteurs et stratégies : quelques notions théoriques

Debuyst (2001) présente un schéma actionnel qui peut être utilisé lorsqu'on s'intéresse aux acteurs et à leurs objectifs. Les acteurs peuvent alors être définis comme «des individus ou des groupes sociaux qui interviennent dans une action et se sentent impliqués dans les objectifs de cette action». Ces acteurs peuvent être de type individuel et dans ce cas leurs objectifs sont personnels mais une série de paramètres communs avec d'autres personnes permet de les placer dans une même catégorie d'acteurs. Ils peuvent également être de type collectif et, dans ce cas, les personnes appartenant à ce groupe poursuivent sciemment des objectifs communs ; on peut citer l'exemple des associations. On peut distinguer les acteurs institutionnels qui disposent d'une autorité légitime que ne possèdent pas les acteurs non institutionnels. Ces derniers peuvent cependant se constituer en groupement susceptible d'exercer un certain pouvoir décisionnel.

Plusieurs champs semblent particulièrement pertinents dans l'étude des acteurs, de leurs objectifs et de leurs logiques d'action : l'identité de ces acteurs et leurs rapports sociaux ; l'occupation de l'espace, la démographie et les environnements biologique et physique ; les conditions socio-économiques ; les savoir-faire ; les pouvoirs et les organisations sociales en place ; et les représentations et logiques sociales. Ce dernier point mérite d'être défini plus précisément. Les représentations sont la figuration que les acteurs se font des logiques sociales en place. Les logiques sociales se réfèrent au sens et à la cohérence de leurs modes de pensée et d'action. Elles visent le plus souvent à reproduire la situation en place dans une logique interne, mais cette reproduction s'oppose parfois à des facteurs externes non contrôlables. Ceci concerne la reproduction des sociétés dans leur ensemble, des institutions et organisations et enfin la reproduction des acteurs (Debuyst, 2001).

Pour l'analyse des points présentés ci-dessus, l'espace et de la temporalité de l'étude sont deux facteurs déterminant le bon déroulement de celle-ci. En effet, la présente étude touche

diverses disciplines telles que la socio-anthropologie, la gestion des ressources naturelles et la biologie des insectes. Ces différentes disciplines englobent un espace différent : la socio-anthropologie se réfère principalement à un espace perçu par les acteurs, mais aussi à un espace social. La gestion des ressources naturelles analyse l'espace comme une surface de ressources disponibles dans un espace géographique référencé. La biologie des insectes se réfère quant à elle à un espace qui est l'écosystème. Ces trois types d'espace s'entrecoupent, mais il est nécessaire d'être conscient des différences dans leurs perceptions et leurs définitions (Defourny, 2001). La temporalité est également différente selon la discipline étudiée. L'important est alors de prendre en compte chaque élément dans sa temporalité propre et de l'intégrer dans celle des autres. En effet, si le cycle de reproduction de la forêt et la fréquence des coupes de bois sont très différentes, celles-ci concernent une même ressource et ces deux temporalités sont à prendre en compte. L'intégration de la situation étudiée dans son histoire, d'une part, et dans les perspectives envisagées, d'autre part, est une condition nécessaire à une bonne prise en compte de ces diverses temporalités (Defourny, 2001).

18.2.2. Le champ d'analyse

L'analyse de la filière soie que nous développons dans ce document correspond à l'étude d'un champ particulier, délimité dans l'espace et dans le temps. La zone géographique considérée correspond à des régions historiquement connues pour leur implication dans la filière soie. En ce qui concerne les zones rurales de production de soie, nous avons donc choisi d'étudier la région d'Itasy et particulièrement deux de ses districts : celui d'Arivonimamo et celui de Miarinarivo. Pour l'étude de la commercialisation des produits en soie, nous avons considéré la ville d'Arivonimamo et la capitale Antananarivo.

L'étude a été réalisée de manière ponctuelle au cours d'un travail de terrain qui s'est déroulé de février à juin 2008. Cependant, nous avons tenté d'analyser la filière soie dans sa dimension historique pour mieux en comprendre le fonctionnement. Les enquêtes ont été menées auprès des acteurs de la filière soie. L'objectif de ces enquêtes est de comprendre les dynamiques et les problématiques en jeu dans cette filière.

Les types d'acteurs que nous avons identifiés et interrogés sont présentés dans la liste suivante :

- les responsables administratifs des communes rurales étudiées (les maires et les chefs de *fokontany*¹);
- les personnes et organismes impliqués dans le transfert de gestion (les présidents des VOI² et des représentants des ONG et associations appuyant les transferts de gestion);
- les acteurs de la production de soie (des personnes récoltant régulièrement des cocons de *landibe* et quelques éleveurs de *landikely*³);
- les personnes impliquées dans la transformation de la soie (des tisseurs vivant en milieu rural ; des personnes employant des tisseurs en ateliers ; des responsables d'associations de tisseuses ; des formateurs dans les techniques de tissage);

¹ Cellule administrative au-dessous de la commune regroupant plusieurs hameaux ou villages. C'est au niveau du *fokontany* qu'ont lieu les réunions villageoises.

² *Vondron'Olona Ifotony*. Synonyme de CLB (Communauté Locale de Base). Association créée à l'issue d'une convention tripartite destinée à assurer la gestion des ressources naturelles au niveau local.

³ Nom vernaculaire de *Bombyx mori* (Lepidoptera : Bombycidae). Littéralement « la petite soie ».

– les personnes impliquées dans la commercialisation de la soie (des intermédiaires employant des tisseurs en milieu rural ; des revendeurs établis en ville ; des représentants d'organisations impliquées dans la filière soie).

Une partie de ces enquêtes a été menée à Antananarivo et à Arivonimamo. Celles-ci visaient principalement des personnes ressources fortement impliquées dans la filière soie et des commerçants vendant de la soie. Nous avons choisi d'interroger un maximum de ces acteurs.

Les enquêtes menées en milieu rural concernent une population beaucoup plus grande et une partie des acteurs de la soie a pu être interrogée. Deux choix ont donc été réalisés : le choix des zones d'étude qui sont au nombre de quatre et le choix des personnes interrogées sur chacun des sites. L'objectif n'a pas été de réaliser un échantillonnage statistiquement représentatif mais de couvrir au mieux les zones choisies et de pouvoir rendre compte des différentes situations rencontrées.

18.2.3. Méthode d'échantillonnage

Le choix des zones d'étude a été réalisé à partir d'un ensemble de renseignements comme la présence de bois de *tapia*, la gestion des forêts par les VOI et la présence de tisseuses. Les renseignements préliminaires à propos des villages à étudier ont été recueillis au fil d'une série d'entretiens auprès de personnes ressources : les maires des communes rurales d'Arivonimamo et de Soamahamanina ; le président du VMSL⁴, Groupe de coordination régional de la filière soie ; des responsables de projets impliqués dans la filière soie dans les organisations SAHA⁵ et SAGE⁶; et le président de l'Union des VOI, qui assure la coordination entre les différents VOI de la commune d'Arivonimamo II.

Le choix des villages à visiter s'est porté sur quatre *fokontany* (**Figure 17.1**, voir cahier couleur) où les habitants utilisent la ressource soie : Amby, Mahadonga et Ankalalana dans la commune d'Arivonimamo II et Mandrosoa dans la commune de Soamahamanina. Ces *fokontany* ont été choisis en raison de la présence de bois de *tapia* aux alentours, de la présence des VOI qui en assurent la gestion et également de la présence de tisseurs qui assurent la transformation de la soie. De plus, ces *fokontany* présentaient des différences entre eux qui accentuent leur intérêt comme le montre le **tableau 17.1** (page 258). Enfin, nous avons reçu l'accord des maires des communes concernées pour la réalisation des enquêtes.

Les enquêtes dans la commune d'Arivonimamo se sont déroulées durant cinq semaines. La première semaine a permis d'interroger une série de personnes ressources de la commune rurale d'Arivonimamo et de tester les grilles d'entretiens. Quelques nouvelles questions nous sont apparues durant cette période et ont été alors ajoutées. Nous avons ensuite pris soin de visiter une deuxième fois les personnes interrogées durant cette première semaine afin de compléter les enquêtes. Les trois semaines suivantes ont été consacrées aux visites des villages des trois premiers *fokontany* concernés. Enfin, la dernière semaine d'enquêtes s'est passée après plusieurs semaines d'analyse des données afin de compléter les informations manquantes. Les

⁴ *Vondron Mpandidra ny Seha-pihariana Landy*. Groupe de coordination de la filière soie dans la région d'Itasy.

⁵ *Sahan'Asa Hampandrosoana ny Ambanivohitra*. Coopération suisse à Madagascar.

⁶ Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement.

enquêtes dans le *fokontany* de Mandrosoa se sont déroulées à la fin de la période d'étude, en une semaine.

L'échantillonnage des personnes interrogées au sein de ces villages a été réalisé selon une méthode adaptée aux réalités du terrain. En effet, les agriculteurs sont le plus souvent au champ dans la journée et il est impossible de prévoir quelles personnes seront présentes au village et disponibles pour les entretiens. Cependant, les activités étudiées dans le cadre de cette étude (récolte de cocons, filature et tissage) concernent le plus souvent des femmes et ce sont elles qui restent le plus souvent dans les villages en journée, ce qui a facilité le déroulement de l'étude.

Nous avons décidé de visiter tous les villages de chaque *fokontany* pour brosser un maximum de situations différentes. À chaque arrivée dans un village, nous avons commencé par questionner les personnes présentes sur les activités effectivement pratiquées dans leur village, particulièrement la récolte de cocons, la filature et le tissage. Pour chaque activité effectivement pratiquée dans le village, nous avons décidé d'interroger au minimum une personne concernée. Quelle que soit la personne interrogée, quelques points sont abordés en début d'entretien : la présentation de l'enquêteur et de l'interprète s'il est présent ; une brève présentation des objectifs de l'étude ; et la réponse au « Pourquoi moi ? » (le statut de tisseuse, responsable de tel organisme, etc.). À chaque entretien, le nom de la personne était noté afin de la retrouver par la suite si des précisions s'avéraient nécessaires. Si celle-ci s'inquiète d'être reconnue et de voir ses propos divulgués, nous lui précisons que les données des enquêtes seraient présentées de manière anonyme. Les informations obtenues lors des entretiens ont toujours été récoltées par prise de notes.

Certains acteurs ont été interrogés selon un mode d'entretien libre. La personne était alors questionnée d'une manière très large sur ses activités et sur ses implications dans la filière soie. Les acteurs concernés par ce type d'entretien ont été : les maires et chefs de *fokontany*, les représentants d'ONG et d'organisations appuyant le transfert de gestion ou la filière, les responsables d'associations de tisseuses, les personnes vivant en milieu urbain et employant des tisseurs en atelier et enfin les formateurs. Ces acteurs ont été considérés comme des personnes ressources pouvant éclairer certains aspects de la filière.

Les autres acteurs ont été interrogés selon la méthode des entretiens semi-structurés. Des grilles d'entretiens contenant les thèmes à aborder ont été préparées à l'avance pour chacun des types d'acteurs. L'entretien était mené de manière à ce que la personne interrogée soit libre d'aborder ces thèmes ou d'orienter l'entretien vers d'autres sujets. Nous avons cependant veillé à ce que les thèmes de la grille soient tous abordés lors de chaque entretien.

Les thèmes qui ont été abordés avec les personnes récoltant les cocons sont :

- les activités pratiquées par la personne (récolte, agriculture, tissage, etc.) ;
- les connaissances sur la biologie du *landibe* (différentes espèces, ennemis, etc.) ;
- les techniques de récolte ;
- les techniques de gestion de la reproduction des papillons connues et pratiquées ;
- la quantité récoltée par an et les revenus apportés par les cocons ;
- le lieu de vente des cocons ;
- l'évolution de la ressource « cocons » depuis qu'ils l'utilisent ;
- les solutions proposées ;
- les commentaires par rapport aux VOI ;
- les problèmes rencontrés ;
- les perspectives d'avenir par rapport à la récolte de cocons.

Les thèmes abordés avec les tisseurs sont :

- les activités pratiquées par la personne (récolte, agriculture, tissage, etc.);
- la place de l'activité de tissage par rapport aux autres activités pratiquées;
- le statut professionnel (salarié ou à son compte) et raison du choix;
- l'appartenance à une association de tisseurs;
- les techniques de tissage et le matériel utilisé;
- les étapes de transformation réalisées sur place (filature, tissage);
- les produits fabriqués (tissus, vêtements, linceuls) et les matériaux utilisés (*landibe*, *landikely*, synthétique, coton, etc.);
- la provenance du *landibe*;
- les débouchés pour les produits finis;
- les prix et bénéfices des produits finis;
- l'évolution de l'activité depuis que la personne tisse;
- les problèmes rencontrés.

Pour finir, nous avons posé une série de questions d'ordre général : l'âge, le nombre de personnes vivant dans le foyer et le nombre d'enfants de moins de 18 ans, la source d'eau utilisée, l'implication dans des associations, les possessions (nombre de maisons, de bovins et de charrettes) et, enfin, une estimation de la production en riz de la famille. Ces questions permettent de se faire une idée générale de la situation familiale. Enfin, à l'issue de chaque entretien, nous avons demandé à la personne interrogée si elle désirait ajouter quelque chose avant de clore l'interview.

18.3. RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

18.3.1. Aperçu général des acteurs et de leurs relations

Les étapes de la filière soie sont assurées par une série d'acteurs qui entretiennent différents types de relations à prendre en compte. Dans ce travail, nous avons donc cherché à savoir qui étaient ces acteurs et comment s'agagnaient les relations entre chacun d'eux. Nous avons cherché à décrire l'ensemble des relations que nous avons pu observer.

Les personnes impliquées dans la filière soie sont très nombreuses dans la région d'Itasy. En effet, 1 726 familles sont concernées par des activités relatives à la filière dont 41 % sont impliqués dans les activités liées au *landikely*, 37 % au *landibe* et 22 % à la gestion des bois de *tapia* (CITE, 2007). La prédominance des activités liées au *landikely* est due au développement récent de cet élevage autour de Miarinarivo. Dans le présent travail, nous n'avons rencontré que peu d'éleveurs de *landikely* car la plupart d'entre eux se trouvaient en dehors de la zone d'étude. On peut observer sur la **figure 18.1** que les acteurs peuvent être classés selon deux critères. En effet, nous avons pu clairement différencier les acteurs urbains des acteurs ruraux et les acteurs individuels des acteurs collectifs.

18.3.2. Conflits et consensus autour de la gestion des forêts

Les bois de *tapia* sont actuellement gérés à Arivonimamo II et Soamahamanina par une application de la loi GELOSE⁷. Le principal objectif de la GELOSE est de transférer la gestion

⁷ GEstion LOcale SÉcurisée.

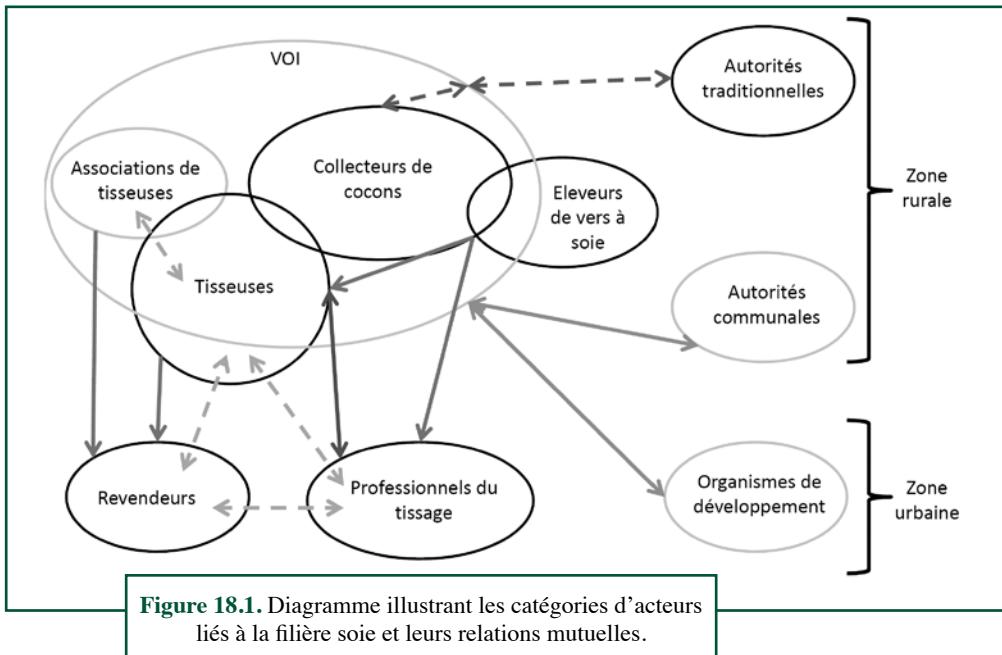


Figure 18.1. Diagramme illustrant les catégories d'acteurs liés à la filière soie et leurs relations mutuelles.

de ces ressources, de l’État vers les communautés locales, dans le but de les protéger plus efficacement (Sarrazin, 2009). Au niveau de la commune d’Arivonimamo II, l’Union des VOI Maitso (littéralement « Union verte ») s’occupe de la coordination et de l’organisation des VOI établis au niveau villageois. Elle comprend 19 VOI en tout, répartis dans les 21 *fokontany*. Sur les 19 VOI, 2 ont été créés en 1999 comme VOI pilotes, 9 en 2001 et 8 en 2003. Dans la commune de Soamahamanina, l’Union Anala (« Union de la forêt ») regroupe les différents VOI créés en 2007. La durée du contrat GELOSE est de trois ans, renouvelable ensuite pour 10 ans. Dans la commune d’Arivonimamo II, le renouvellement des contrats n’a actuellement pas encore eu lieu mais les VOI continuent tout de même de fonctionner sur le même modèle, en attendant ce renouvellement. Les statuts sont communs à tous les VOI, mais ceux-ci sont individuellement responsables de la gestion forestière et du *dina*⁸ à faire respecter par les membres. Le *dina* est un ensemble de règles mis en place collectivement à l’échelle locale. Le non-respect de ces règles entraîne le paiement d’une amende par le fautif.

Les bois de *tapia* sont gérés de manière participative par les VOI : des réunions sont organisées régulièrement pour débattre et prendre des décisions concernant la gestion forestière et le fonctionnement interne du VOI en question. Dans les deux communes étudiées, la mise en place des VOI a été appuyée par le SAGE afin de promouvoir les produits pouvant apporter une source de revenus durable comme la production et la transformation locale de la soie de *landibe*.

Les systèmes d’appropriation des terres et des ressources naturelles est un élément clé de la compréhension de la gestion des ressources naturelles. En Imerina, les terres cultivables sont transmises de génération en génération. Tant que les parents sont vivants, les enfants

⁸ Convention comprenant un ensemble de règles passées au sein d’une communauté comme le *fokontany* ou le VOI.

reçoivent une partie de la terre en usufruit : l'héritage n'est effectif qu'au décès des parents. Par contre, les terres «inutilisées» comme les bois de *tapia* sont du domaine de l'État. Cependant, les formes de valorisation de la terre par les particuliers, comme la plantation d'eucalyptus, constituent un moyen d'appropriation personnelle de la terre (Ramiarantsoa, 1995). Il semble que la valorisation des bois de *tapia* par l'élevage de *landibe* ait eu les mêmes conséquences jusque dans les années 1950. En effet, les villageois possédaient chacun une petite parcelle de forêt bien délimitée qui leur servait à l'élevage extensif du papillon. Aujourd'hui, les bois de *tapia* appartiennent à nouveau à l'État mais sont soumises à la gestion des VOI.

L'Union des VOI assure la coordination entre tous les VOI de la commune. Elle doit notamment assurer la transmission des informations : le président et les membres de l'Union doivent convoquer les villageois lorsque des formations sont organisées pour eux.

Chaque VOI établi au niveau d'un *fokontany* ou d'un ensemble de hameaux a les responsabilités suivantes :

- s'assurer du respect du *dina* au sein du territoire villageois par les membres du VOI et les personnes extérieures ;
- rendre des rapports trimestriels sur l'avancement de la gestion forestière, notamment sur les feux de brousse, le nombre d'arbres plantés, les coupes de bois vert et les *lavaka*⁹ ;
- prendre des initiatives pour la protection, la gestion forestière et celle des PFNL¹⁰ ;
- assurer le renouvellement du bureau (le président, le trésorier et le secrétaire) du VOI tous les trois ans ;
- gérer l'argent mis à disposition du VOI : fonds provenant des bailleurs et fonds internes apportés par les cotisations et les amendes.

Au niveau local, les principaux moyens humains mis à disposition des VOI sont les bureaux, composés du président, du trésorier et du secrétaire. Le président s'assure du bon déroulement des réunions des VOI, établit des rapports, notamment lorsque certains arbres sont tombés et s'assure du respect du *dina* du VOI. La surveillance des forêts est assurée par les villageois eux-mêmes. Certaines personnes qui assistent le président sont responsables de rapporter les infractions observées dans le territoire qui leur est confié. Tout villageois qui observe une infraction aux règles doit également le signaler au président. Les règles à appliquer qui concernent la gestion recouvrent en général :

- l'interdiction de couper du bois vert ;
- l'interdiction d'allumer des feux qui pourraient provoquer des feux de brousse ;
- l'obligation de signaler des arbres tombés (par exemple lors des cyclones) car ce bois doit être distribué entre les membres du VOI ;
- dans certains VOI, notamment à Mandrosoa, la coupe de bois d'eucalyptus (même sur un terrain privé) requiert une autorisation spéciale et payante du président.

La régénération du *tapia* étant relativement lente, les VOI ont également pris l'initiative de planter de jeunes plants. Cependant, les tentatives relatées par les responsables de VOI se sont révélées infructueuses, avec un faible taux de survie des arbres plantés.

⁹ Érosion due à une action combinée du ruissellement superficiel et du glissement en masse. Ce sont des échancrures développées sur les versants des interfluves ; leur progression, régressive, entretient une paroi verticale du côté amont (Ramiarantsoa, 1995).

¹⁰ Produits Forestiers Non Ligneux. Ensemble des produits autres que le bois récoltés en forêt par les populations vivant dans ou au voisinage de cette forêt.

Un phénomène sociologique peu pris en compte dans l'évaluation des transferts de gestion est la composante culturelle des ONG étrangères impliquées dans le transfert de gestion. En effet, celles-ci ont des exigences et des manières de travailler qui peuvent différer fortement, notamment en fonction du pays d'origine de ces ONG. Le manque d'harmonisation à ce niveau interfère avec la formation des médiateurs et donc avec la mise en place des VOI (Feltz et al., 2004).

Plusieurs ONG ont travaillé dans la région d'étude lors de la mise en place du transfert de gestion : le FIDA¹¹ (financement), le WWF¹² (conseils techniques), le PSDR¹³ (subventions et prestation de services), Feed Back Madagascar (repeuplement de *landibe*), le SAHA (financement et conseils techniques) et le SAGE (soutien technique). Actuellement, les responsables des VOI citent principalement le SAHA et le PSDR comme les plus actifs dans le transfert de gestion.

Un autre acteur important est le VMSL, groupe de coordination de la filière soie dans la région d'Itasy. Cette plateforme a été créée dans l'objectif d'augmenter la production et la qualité de la soie, de tenir les acteurs de la filière mieux informés et de permettre une meilleure commercialisation. Son rôle est de créer un environnement favorable à toutes ces informations.

Durant notre séjour dans la zone d'étude, nous n'avons observé ni feux de brousse, ni bois vert coupé ou arbres abattus. Même si elle semble lente, nous avons observé de la régénération naturelle dans les bois de *tapia*. Il semble donc que le résultat de l'action des VOI sur les forêts soit globalement positif. Nous n'avons cependant pas eu le temps d'évaluer ces résultats de manière quantitative.

La gestion forestière est assurée par la communauté dans la région d'étude. Bien que les rôles du VOI soient relativement bien définis au niveau administratif, l'observation montre que les réalités humaines conduisent à des incompréhensions et à des conflits. Les enquêtes menées auprès des villageois et des responsables ont révélé certains d'entre eux qui seront exposés ici. Cependant, cette étude ne peut être exhaustive en ce qui concerne ces conflits d'intérêts autour de la gestion des ressources naturelles. En effet, de nombreux points et notamment les relations des VOI avec les autorités traditionnelles n'ont pu être étudiés car les personnes interrogées ne désiraient pas aborder ces questions.

Le respect des *dina* ne semble pas être un problème au sein des VOI. En effet, les responsables de bureaux comme la plupart des villageois, affirment tous la volonté de protéger la forêt et de respecter les règles comme il se doit, notamment les règles concernant les feux de brousse et les coupes de bois. De plus, la très grande majorité des personnes interrogées ont affirmé avoir suffisamment de bois pour leur consommation quotidienne avec les branches mortes et l'eucalyptus, tous deux autorisés à la coupe. Cependant, il faut ajouter que les VOI ne semblent pas appliquer les amendes lorsque les règles ne sont pas respectées. En effet, plusieurs présidents de VOI nous ont affirmé qu'aucune amende n'a été payée depuis la création des VOI, du moins durant leur mandat.

Les conflits semblent en effet être réglés à l'amiable, c'est le cas d'un problème survenu dans le village d'Ankazo (*fokontany Amby*) : des membres avaient fait du charbon de *tapia*. Par une décision collective lors d'une réunion du VOI, les fautifs n'ont pas dû payer l'amende

¹¹ Fonds d'Intervention pour le Développement Agricole. Agence spécialisée des Nations Unies.

¹² World Wide Fund for Nature.

¹³ Programme de Soutien pour le Développement Rural. Programme du gouvernement malgache appuyé par la Banque Mondiale.

mais ont eu une remontrance verbale du président de l'Union et du président du *fokontany*. Les personnes dont les intérêts sont en contradiction avec les règles du VOI contournent le problème en allant faire les récoltes en dehors du territoire de leur VOI. Le principal problème concernant le *dina* réside donc en général dans le non-respect des règles par des personnes extérieures au VOI (souvent membres d'un VOI voisin). Par exemple, si le VOI a interdit la récolte de *landibe*, des personnes cherchent à le récolter en dehors de leur propre VOI. Il est en effet plus difficile de poursuivre les personnes extérieures car elles sont moins bien connues.

Dans la commune de Soamahamanina, la création des VOI est plus récente et date de 2007 dans le *fokontany* de Mandrosoa. C'est pourquoi on observe de nombreuses différences avec la commune d'Arivonimamo II quant aux conflits et problèmes invoqués. En effet, aucun conflit dû au manque de communication n'est encore apparu. Les principales inquiétudes des villageois résident dans le respect des règles. En effet, le seul bois qu'ils sont autorisés à récolter sans demande officielle sont les branches mortes de *tapia*. Pour couper du bois d'eucalyptus, il faut faire une demande officielle au président et payer une participation. La récolte de *tapia* mort est également organisée collectivement. De cette lourde administrative résulte un certain scepticisme quant aux quantités de bois qui seront disponibles dans l'avenir pour les villageois. Ils racontent que les quantités ont été suffisantes jusqu'ici mais ignorent si cela va continuer.

La gestion des ressources forestières concerne de nombreux intérêts collectifs et individuels. Plusieurs problèmes et conflits ont pu être observés au niveau de l'Union Maintso et des VOI. Au fil des enquêtes, les points de vue nous ont été exposés et nous avons pu apprécier les conflits d'intérêts entre les différents acteurs agissant sur la gestion de la ressource. Dans la commune d'Arivonimamo II, nous avons observé que les conflits se situent souvent au niveau du croisement entre intérêt collectif et intérêt particulier. Dans cette commune, les VOI ont été créés plusieurs années auparavant et les opinions de chacun sur les VOI et leur fonctionnement se sont déjà bien formées. Pour que l'organisation fonctionne bien, l'intérêt collectif devrait primer, particulièrement chez les responsables. Comme ce n'est pas toujours le cas, il en résulte des mécontentements et jalousies. Nous expliquons donc les conflits et divergences de points de vue dans les paragraphes suivants.

Le manque de communication entre les différents acteurs donne lieu à de nombreuses mésententes et conflits. En effet, les responsables de l'Union Maintso et particulièrement le président sont les personnes qui reçoivent les informations et formations qui concernent la gestion des forêts et qui sont utiles à l'ensemble des VOI. Cependant, le président ne semble pas suffisamment faire passer l'information jusqu'aux responsables des VOI. Mal informés, les membres des bureaux des VOI prennent de mauvaises décisions et provoquent le mécontentement des villageois. Les membres de l'Union Maintso sont accusés de chercher dans l'Union principalement des avantages personnels de toutes sortes (déplacements payés, formations, prestige, etc.) mais de ne pas servir la collectivité comme il se devrait.

Le manque de transparence au niveau des comptes des VOI provoque le scepticisme des villageois quant à l'utilisation de l'argent, notamment celui des cotisations. Une grande partie des dépenses du VOI sert pour sa seule organisation interne : les indemnités des membres du bureau du VOI et de l'Union ; les frais de transport et de nourriture des membres du bureau en déplacement pour des réunions ; et les frais de nourriture des étrangers qui viennent visiter le VOI.

D'autres dépenses des VOI sont directement destinées à la conservation et à la gestion forestière, mais nombre d'entre elles se sont révélées inutiles comme les trois exemples suivants : des plants de *tapia* ont été achetés pour être replantés mais le taux de reprise de ces plants est si faible que l'opération s'est révélée inutile ; plusieurs VOI ont construit une maison destinée à l'élevage du *landibe* alors qu'il est pour l'instant impossible de le maintenir vivant en captivité ; et des filets ont été placés pour protéger les *landibe* de certains arbres des martins tristes, mais ces filets n'ont pas été entretenus et ne servent actuellement plus à rien.

Comme l'argent du VOI ne sert concrètement pas directement à la protection des forêts, les villageois se posent la question de l'utilité des cotisations à payer. Cependant, ni les membres des différents bureaux des VOI ni ceux de l'Union Maitso n'ont été accusés de détourner de l'argent. C'est surtout la mauvaise utilisation de celui-ci qui leur est reprochée. Certains trésoriers ont également commis l'erreur d'emprunter de l'argent au VOI pour une utilisation personnelle sans pouvoir le rembourser à temps. Ce problème est lié au manque de communication entre les membres du bureau et les villageois. Avec une meilleure transparence durant les réunions sur les dépenses réelles du VOI, les villageois comprendraient mieux le travail fourni par les responsables.

Le renouvellement des membres du bureau pose problème à de nombreux niveaux, mais pas partout de la même manière. Les membres du bureau de l'Union Maitso sont des personnes importantes au niveau communal et ne semblent pas avoir envie de perdre leur poste. Il apparaît que ces personnes n'ont pas divulgué la date du vote pour le renouvellement du bureau, présentant cette date comme celle d'une simple réunion. De ce fait, les membres de l'Union – et notamment les candidats potentiels – n'étaient pas présents ou n'étaient pas préparés à cette élection. Les postes du bureau de l'Union ont par conséquent été réattribués aux membres sortants.

D'autres types de conflits se sont manifestés entre les membres des bureaux des VOI et les villageois. Des anciens membres des bureaux des VOI d'Ankalalahana et de Mahadonga chez qui des enquêtes ont été réalisées nous ont expliqué qu'ils avaient démissionné sous la pression des villageois. L'ancienne trésorière du VOI de Mahadonga a été, selon elle, injustement accusée de détourner les fonds du VOI. L'ancien président du VOI d'Ankalalahana, lui, a été accusé de mal gérer le VOI alors que la communication de la part de l'Union avait été déficiente. Cette mésentente au sein de certains VOI a entraîné un renouvellement très fréquent des membres du bureau, ce qui constitue également un frein au bon fonctionnement de l'organisation.

La mise en place du transfert de gestion nécessite des dirigeants (président, trésorier, secrétaire) représentatifs de la population. En théorie, ils sont élus par les membres. Dans le contexte malgache, les autorités traditionnelles ont leur importance dans ces élections. En effet, les détenteurs de pouvoir traditionnels comme les chefs de clans ou de familles importantes prennent les postes importants. Tout représentant de la population doit avoir l'aval de ces chefs traditionnels pour obtenir la légitimité suffisante à une bonne mise en place du transfert de gestion ou de toute autre organisation (Rakotondrainibe et al., 2007). Dans les *fokontany* étudiés, nous avons observé que les postes importants étaient souvent occupés par les membres d'une même famille, voire par la même personne. En guise d'exemple, dans le village d'Antsampanimahazo, ce sont des frères qui occupent les postes de chef de *fokontany*, instituteur, président de l'association de tissage Taratra et surveillant de quartier. Par ailleurs, le président de l'Union Maitso d'Arivonimamo est également président du VOI Herintsoa, président de l'association de la pompe à eau de Merinavaratra et président de l'association de l'église.

Il apparaît donc que les relations de pouvoir autour du transfert de gestion ne sont pas du tout indépendantes des conflits et relations qui préexistent dans les communautés. Cette nouvelle forme de pouvoir constituée par les VOI ne fait que s'ajouter aux rapports qui existaient auparavant. Il en résulte qu'une mauvaise mise en place du transfert de gestion peut avoir de nombreux effets pervers, autant sur la structure sociale des villages que sur la gestion des forêts elle-même. En effet, la gestion traditionnelle des forêts en place avant les contrats GELOSE vaut parfois mieux qu'un transfert de gestion raté (Feltz et al., 2004).

Le phénomène de courtage est le fait que les personnes qui s'impliquent dans le transfert de gestion ne sont pas les personnes ayant des pouvoirs anciens et légitimes sur les ressources mais plutôt des personnes jeunes et lettrées (et ayant donc vécu à l'extérieur du village), appréciées des organismes de développement qui mettent en place le transfert. En effet, les groupes de pouvoirs en présence et les lignages fondateurs ne voient pas l'intérêt de s'impliquer dans une organisation qui s'occupe des ressources naturelles puisque c'est un pouvoir qu'ils possèdent déjà. Si des personnes n'ayant aucune légitimité traditionnelle obtiennent le pouvoir de gestion des ressources par l'intermédiaire du VOI, un conflit de pouvoir a de grandes chances d'apparaître avec les détenteurs du pouvoir traditionnel. De plus, le manque de légitimité de ces nouvelles personnes impliquées les empêche de faire respecter le contrat du transfert de gestion qui sera voué à l'échec (Feltz et al., 2004). Dans les villages étudiés au sein de la commune rurale d'Arivonimamo, nous avons observé que certaines personnes cumulaient les mandats. Par exemple, le président de l'Union Maitso est également président du VOI Herintsoa, président de l'association de gestion de l'eau et président de l'association de l'église. Il en résulte une certaine confusion quant au rôle précis de cette personne qui illustre le phénomène de courtage car elle profite de la prolifération des associations pour asseoir ses champs de pouvoir. Cependant, son appartenance à une famille ancienne du village de Merinavaratra empêche de le considérer comme un détenteur « illégitime » des pouvoirs sur les ressources naturelles.

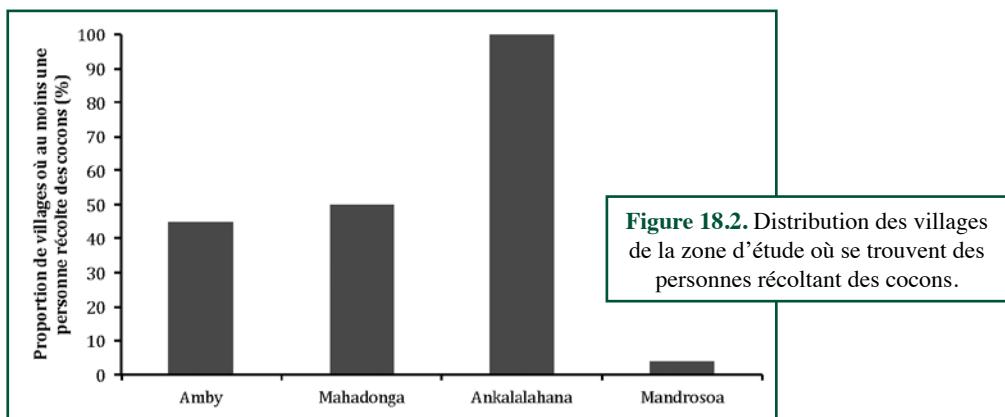
Le contexte associatif qui suit la mise en place du VOI est un autre élément à prendre en compte dans l'analyse. En effet, la création de nombreuses associations à la suite de la signature du contrat est un phénomène classique qui a été observé dans les villages de la commune d'Arivonimamo II. Ce phénomène peut être interprété comme une déchirure dans la structure communautaire car il illustre le fait que chacun désire obtenir sa propre part du pouvoir (Feltz et al., 2004). Cependant, les associations créées dans les villages étudiés sont principalement des associations de tisseuses qui n'ont rien à voir avec la gestion des ressources. Leur création peut donc difficilement être interprétée comme une réaction face aux nouvelles dispositions du VOI.

Plusieurs problèmes ont été également constatés du côté du **passage de l'information** entre l'État, les communautés de base, les communes et les organismes de développement. Un premier point est l'absence de centralisation des contrats de transfert qui sont par ailleurs très difficiles à consulter. Par ailleurs, les contrats de transferts sont pour l'instant peu demandés par les communautés elles-mêmes mais le plus souvent initiés par des organismes extérieurs car il n'y a pas de publicité à ce niveau. En effet, il y a un manque de diffusion de l'information sur les possibilités du transfert de gestion. Une campagne d'information serait nécessaire au niveau national afin que les villages puissent décider eux-mêmes de mettre en place la démarche de signature du contrat (Feltz et al., 2004). De plus, une meilleure prise en compte des contextes sociaux spécifiques serait nécessaire à la réussite des transferts. Une meilleure formation des personnes servant d'interface entre les organisations et les individus comme les médiateurs et les vulgarisateurs serait aussi nécessaire.

18.3.3. Place de la récolte de *landibe* dans les pratiques villageoises

L'activité de récolte de cocons est pratiquée dans de nombreux villages de la zone d'étude. Les cueilleurs travaillent de manière individuelle et la récolte est généralement réalisée par les femmes et les enfants. Aucun regroupement de personnes récoltant des cocons n'a été observé. Dans les paragraphes suivants, nous décrirons certains aspects intéressants dans la répartition spatiale des personnes récoltant les cocons et dans l'évolution de cette activité au cours du temps.

La récolte de cocons n'est en aucun cas organisée mais ce n'est pas non plus une activité pratiquée de manière homogène dans tous les villages étudiés. Certains villages semblent s'être spécialisés dans la récolte de cocons. Dans les *fokontany* de Amby et Mahadonga, une partie seulement des villageois pratiquent la récolte de cocons. En effet, cette activité est pratiquée dans 40 à 50 % des villages (Figure 18.2). Les raisons pour lesquelles ils ne récoltent pas sont le manque de temps, la faible quantité de cocons dans les forêts et l'interdiction de récolte par les VOI. C'est dans le *fokontany* d'Ankalalahana que nous avons rencontré le plus de personnes récoltant des cocons puisque tous les villages sont concernés. Cette particularité semble être due à la présence conjointe de la Route Nationale n°1 (RN1) et d'une grande densité de bois de *tapia*. En effet, la route permet un acheminement aisément des marchandises vers le marché à Arivonimamo. C'est pourquoi on observe que tous les PFNL sont davantage utilisés dans ce *fokontany*. Dans le *fokontany* de Mandrosoa, les personnes récoltant des cocons régulièrement étaient extrêmement peu nombreuses et présentes dans un seul village. La plupart des personnes interrogées à propos de la récolte de cocons n'avait pratiqué cette activité que durant un ou deux ans lors de la forte augmentation du nombre de cocons au début des années 2000, considérant cette activité comme une opportunité.



En ce qui concerne l'identité des personnes récoltant des cocons, il apparaît que cette activité est principalement féminine et pratiquée avec l'aide des enfants comme les autres activités de récolte des PFNL. Les hommes récoltent également mais consacrent davantage de temps que les femmes au travail agricole. Les personnes récoltant des cocons rencontrent actuellement de nombreuses difficultés, et cette activité semble de moins en moins pratiquée. En effet, nombre de personnes enquêtées nous ont expliqué qu'elles récoltaient autrefois mais ont arrêté ces dernières années pour diverses raisons. La première est la diminution récente de la quantité de cocons présents dans les bois de *tapia*. Si la quantité de cocons n'est pas suffisante, l'activité

devient beaucoup moins lucrative que d'autres (agriculture, récolte d'autres produits, activité salariée) et est abandonnée. En 2008, plusieurs VOI ont suggéré d'arrêter temporairement la récolte de cocons et certains ont même interdit cette activité. Cette mesure a été prise en vue de préserver les chrysalides et de favoriser la reproduction des papillons. Certaines personnes, surtout dans le *fokontany* d'Ankalalahana, nous ont cependant expliqué qu'elles estimaient la quantité de cocons présents dans la forêt suffisante pour une bonne récolte. La raison de cette contradiction n'a pas pu être élucidée. D'autres raisons de l'arrêt de la récolte sont la fatigue des yeux et le manque de débouchés : il est de plus en plus difficile de vendre sur le marché et certaines personnes interrogées se plaignent de la baisse des prix.

Les anciennes techniques traditionnelles d'«élevage» du *landibe* sont connues de nombreux villageois qui récoltent des cocons. Ces techniques sont réputées efficaces mais sont aujourd'hui totalement abandonnées. La raison invoquée de cet abandon est le désintérêt actuel des gens pour cette activité. Jusqu'aux années 1950, l'élevage de *landibe* était l'activité principale des habitants. Ils consacraient une grande partie de leur temps à surveiller les arbres portant les Chenilles pour les protéger des prédateurs. Aujourd'hui, plus personne ne semble prêt à consacrer ce temps à l'élevage de papillons car tous sont fortement impliqués dans l'agriculture. De plus, certaines personnes interrogées ont expliqué que les martins tristes (*Acridotheres tristis*) sont beaucoup plus nombreux actuellement que les oiseaux prédateurs locaux, comme le *kakafotra* (*Cuculus rochii*), qui étaient les seuls présents à l'époque. Cette trop grande quantité de prédateurs empêcherait tout bonnement le bon fonctionnement d'un élevage de type traditionnel.

Dans le *fokontany* de Mandrosoa, l'activité de récolte de cocons a toujours été beaucoup moins pratiquée que dans la commune d'Arivonimamo II. En effet, 67% des personnes interrogées et ayant déjà récolté des cocons n'avaient pratiqué cette activité que durant un an ou deux. Pour les habitants de ce *fokontany*, la récolte de cocons n'est donc pas habituellement une source de revenus.

18.3.4. Le tissage : une activité nécessitant des stratégies d'adaptation

Le tissage est une activité qui génère un revenu important par rapport à l'agriculture et aux autres activités pratiquées dans la région d'étude. La raison principale pour laquelle les femmes tissent dans la région est donc l'apport de revenus qui servira pour des achats personnels ou pour le ménage. Dans l'ensemble, les revenus d'un ménage de cette zone rurale sont faibles car l'activité principale, l'agriculture, est destinée en très grande partie à l'autoconsommation. Cependant, certains produits sont en partie vendus sur le marché d'Arivonimamo I, notamment les tomates, le riz, les haricots, les avocats, les brèdes, le manioc, les *voanjobory* (*Vigna sugiterranea*), la canne à sucre, les haricots verts, les porcs et les poulets. D'autres produits sont récoltés en forêt pour être vendus : les fruits du *tapia*, les champignons et les goyaves (chapitre 15). Enfin, une source supplémentaire de revenus est l'emploi salarié, notamment le salariat agricole qui est le plus couramment rencontré. Parmi toutes ces sources de revenus, le tissage peut prendre une part importante dans les ressources du ménage.

Même si la tradition du tissage dans cette région est très ancienne, la majorité des tisseuses interrogées n'exercent cette activité que depuis quelques années. En effet, 22,5% des tisseuses interrogées dans la commune d'Arivonimamo II ont commencé à exercer en 2000 et 30% ont commencé entre 2001 et 2008. Il semblerait que cet engouement pour le tissage soit dû aux recherches de revenus alternatifs suite à la création des VOI. En effet, la création des VOI a

été accompagnée par des organisations comme le SAGE qui ont cherché à développer des sources de revenus alternatifs au charbon de bois. Le tissage en fait partie : des associations de tisseuses ont été créées et des formations ont été données pour permettre à davantage de femmes d'exercer cette activité. Au vu du nombre de tisseuses, ces opérations ont donc rencontré un succès certain. Dans le *fokontany* de Mandrosoa, ce phénomène n'est pas marqué aussi nettement puisque 21 % des tisseuses ont commencé à exercer après l'année 2000. Cela peut être expliqué par le fait que dans ce *fokontany*, les VOI n'ont pas été créés à cette époque et aucune formation n'a été organisée.

Cependant, toutes les femmes des villages ne tissent pas. Les raisons de ce choix qui ont été invoquées sont la présence de jeunes enfants qui demandent une attention permanente ; le travail aux champs qui leur prend trop de temps ; le fait que le tissage ne rapporte pas suffisamment au vu du travail fourni ; le fait de n'avoir jamais appris à tisser ; la baisse de la vue ou encore un mari qui refuse cette activité.

Les problèmes qui ont pu être identifiés et qui poussent parfois les tisseuses à arrêter leur activité sont : le coût des matières premières, particulièrement celui de la soie ; la difficulté à trouver des débouchés, particulièrement pour les tisseuses qui n'ont pas les moyens de se déplacer loin ; le manque d'expérience de certaines tisseuses qui entraîne une baisse de la qualité globale des produits de la région ; le caractère irrégulier de l'approvisionnement en matières premières qui empêche de remplir les exigences de gros acheteurs ; et le manque de dynamisme des associations qui n'arrivent pas à se maintenir.

Plusieurs stratégies ont été choisies pour faire face à ces problèmes. Elles seront présentées dans les paragraphes suivants. Certaines tisseuses, souvent les plus innovantes et celles possédant un capital de base suffisant, peuvent exercer l'activité seules et à leur compte, mais la majorité ont choisi d'autres stratégies : l'activité salariée et le regroupement en associations.

L'investissement de départ pour la fabrication d'un *lamba* est souvent beaucoup trop important pour le budget des tisseuses. De plus, les difficultés à trouver des débouchés sont importantes. C'est pourquoi de nombreuses tisseuses ont décidé de pratiquer leur travail en tant que salariées. Sur les 37 tisseuses interrogées dans la commune d'Arivonimamo II, 25 ne travaillent jamais à leur compte et 5 y associent le travail salarié. Dans le *fokontany* de Mandrosoa, seule une tisseuse sur les 12 interrogées travaille encore à son compte à l'heure actuelle.

L'emploi salarié présente des avantages : c'est l'employeur qui s'occupe de centraliser les commandes, fournit les matières premières, choisit les modèles et vend la marchandise. L'artisane s'occupe uniquement du tissage et fait les déplacements pour aller chercher le fil et apporter le produit fini. Le plus souvent, les employeurs se trouvent à Arivonimamo I et les tisseuses vont les voir de préférence le vendredi, jour du marché. Le problème de ces tisseuses est qu'elles ne gagnent que très peu pour un *lamba* par rapport au gain d'une tisseuse qui investit dans les matières premières. De plus, elles sont totalement dépendantes de leur employeur et n'ont du travail que lorsque celui-ci leur en donne. Les commandes sont en général plus importantes lors des fêtes, et il y a de nombreux moments dans l'année où elles n'ont pas de travail. Certaines d'entre elles sont satisfaites de cette situation car le travail salarié leur évite les soucis de devoir avancer l'argent et de trouver des débouchés. D'autres désireraient se mettre à leur compte mais ne disposent ni de l'argent ni de l'énergie nécessaires.

Nous avons recensé plusieurs associations de tisseuses dans les trois premiers *fokontany* étudiés. Certaines sont encore en activité, d'autres n'ont fonctionné que quelques années.

D'une manière générale, ces associations nous ont paru peu dynamiques et semblaient n'offrir que peu de bénéfices à leurs membres. Les objectifs des associations sont généralement : la centralisation et la redistribution des commandes ; la recherche de nouveaux débouchés, par exemple la participation à des foires-expositions ; la mise en commun d'un grand métier à tisser si l'association a pu en obtenir un ; l'organisation de formations et/ou la circulation de l'information entre les tisseuses quant aux formations disponibles dans la région ; l'achat en commun de matières premières et l'élevage de *landikely*.

Cependant, ces objectifs ne sont généralement pas atteints. En effet, on observe en général que l'information entre les membres de l'association circule très mal. Il en résulte que le président ou la présidente bénéficie davantage des bénéfices de l'association que les autres membres. Les tisseuses autrefois ou actuellement membres d'associations nous ont rapporté différents conflits au sein de leur groupe. La recherche de débouchés est un gros problème des tisseuses. L'association est un espoir pour elles, mais elles sont souvent déçues car elles n'ont pas plus de commandes en faisant partie. Parfois, les membres accusent le président/la présidente d'honorer seul(e) les commandes de l'association. Le grand métier est souvent une source de conflits au sein des associations qui en possèdent un. En effet, peu de personnes sont formées à l'utilisation du grand métier, c'est pourquoi ces privilégiés seuls l'utilisent et cela crée des tensions au sein de l'association. Cependant, l'avantage du grand métier qui est de produire de très grands panneaux est également un inconvénient : les débouchés pour des tissus de cette taille sont restreints. D'une manière générale, les membres, qui doivent payer une cotisation annuelle, sont rapidement déçus des prestations de l'association et ont tendance à la quitter rapidement. Il faut cependant remarquer qu'elles-mêmes n'ont jamais fait un effort personnel en faveur de la réalisation des objectifs de l'association. Elles se placent plutôt dans une situation d'attentisme, considérant que l'association va fonctionner « seule » et leur apporter les bénéfices recherchés.

Le phénomène de professionnalisation des acteurs de la filière soie est plutôt récent et est essentiellement urbain. En effet, ces personnes ont un meilleur accès aux débouchés pour les produits tissés. Nous avons pu rencontrer à Arivonimamo et à Antananarivo plusieurs professionnels de la soie. Certains d'entre eux sont de simples revendeurs, d'autres contrôlent la fabrication du produit tout au long de la filière. Les différents « types » de professionnels de la soie sont décrits ci-dessous.

Les professionnels de la soie que nous avons rencontrés à Arivonimamo emploient des tisseuses qui vivent dans les villages aux alentours. Ces employées se déplacent elles-mêmes en ville, souvent le vendredi, pour apporter les produits finis et reprendre les matières premières fournies par leur employeur. Les produits fabriqués par ces professionnels sont les *lambamena*¹⁴ traditionnels, mais aussi des tissus servant à l'habillement (écharpes, cravates) et à la décoration de la maison (couvre-lits, coussins, nappes). Les matières premières utilisées sont principalement le coton et les fibres synthétiques, les produits en soie (sauvage ou d'élevage) étant fabriqués rarement et sur commande en raison du prix élevé de ces matières premières et de la difficulté à trouver des acheteurs. Les produits sont vendus soit sur commande, soit sur les marchés d'Antananarivo.

Nombreux sont les endroits à Antananarivo où on peut acheter des produits tissés. Certains revendeurs se trouvent directement sur les marchés de la ville comme celui d'Anosibe ou

¹⁴ Linceul, généralement coloré (*mena* signifie « rouge ») servant à entourer le mort lors du *famadihana* (cérémonie de retournement des morts en Imerina).

Petite vitesse ; d'autres possèdent de petites boutiques, la majorité se trouvant dans le quartier Ilanivato. Une partie de ces personnes sont de simples revendeurs, d'autres s'occupent également de l'achat des matières premières et du tissage. Dans ce cas, les produits sont soit tissés en ateliers comme présenté à la **figure 18.3** (voir cahier couleur), soit tissés à la maison en milieu rural et apportés aux revendeurs à l'instar des intermédiaires d'Arivonimamo. Contrairement à ces derniers, les professionnels de la capitale vendent des produits en soie. En effet, ils ont pour la plupart davantage de moyens financiers, ce qui leur permet l'investissement nécessaire à l'achat de ces matières premières au coût élevé.

Différents problèmes sont rencontrés par ces revendeurs. Le premier est lié aux faibles quantités et à la saisonnalité des matières premières disponibles. En effet, les récoltes de cocons ne peuvent avoir lieu que deux fois par an, et les quantités ont tendance à diminuer. Les revendeurs expliquent qu'il est impossible d'exporter dans ces conditions, alors que les acheteurs étrangers réclament de grosses quantités de produits à n'importe quel moment de l'année. En matière de cocons de soie sauvage, la demande semble bien supérieure à l'offre. Les professionnels de la capitale se plaignent notamment des étrangers, entre autres d'Allemands et d'Américains qui achètent ces cocons au prix fort avant de superviser la filature à Madagascar et d'assurer eux-mêmes l'export dans leur pays.

18.4. CONCLUSIONS

Les enquêtes menées auprès des acteurs de la filière soie nous ont permis de dessiner un schéma général des dynamiques et relations entre ces acteurs. Nous avons pu notamment identifier les objectifs de chacun de ces acteurs, trouver leur place et identifier certains des relations et conflits qui existent au sein de la filière. Les acteurs interrogés étaient les récolteurs de cocons, les artisans, tisseurs et fileurs et les commerçants vendant de la soie. Ces différents acteurs sont effectivement tous liés à la filière soie, mais cette classification s'est révélée quelque peu restrictive.

Les acteurs ruraux sont les récolteurs de cocons, les éleveurs de *landlikely* et les tisseurs et fileurs individuels mais aussi les différentes associations qui sont liées à la filière soie : les VOI et les associations de tisseuses. Une autre classification des acteurs apparaît alors : les acteurs individuels et les acteurs collectifs (associations) qui poursuivent des objectifs communs. L'ensemble des acteurs ruraux individuels sont des agriculteurs dont l'activité liée à la soie est complémentaire aux cultures. Les associations rurales ont, quant à elles, été créées récemment dans le cadre de la loi GELOSE.

Les acteurs urbains sont d'un autre type. La plupart des professionnels de la filière soie à Antananarivo et Arivonimamo sont responsables d'un atelier de tissage, revendeurs ou encore membres d'organisations du développement qui sont impliquées dans l'appui à l'un ou l'autre aspect de la filière.

18.5. BIBLIOGRAPHIE

CITE, 2007. *Collecte d'informations sur la filière soie dans le cadre de l'appui à la gestion des informations économiques pour le VMSL*. Rapport d'étude. Antananarivo : CITE.

- Debuyst F., 2001. Acteurs, stratégies et logiques d'action. In : Debuyst F., Defourny P. & Gerard H. (éds). *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables*. Louvain-la-Neuve, Belgique : Academia-Bruylant.
- Defourny P., 2001. Espace et temporalité pour une analyse multidisciplinaire des jeux d'acteurs. In : Debuyst F., Defourny P. & Gerard H. (éds). *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables*. Louvain-la-Neuve, Belgique : Academia-Bruylant.
- Feltz G. & Goedefroid S., 2004. *Contribution à l'étude « Évaluation et perspectives des transferts de gestion des ressources naturelles dans le cadre du programme environnemental 3 » : Document de synthèse*. Antananarivo : Institut de Recherche pour le Développement.
- Ramiarantsoa H.R., 1995. *Chair de la terre, œil de l'eau : Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*. Montpellier, France : IRD.
- Rakotondrainibe P. & Montagne P., 2007. De la représentativité des CLB : Adhésion sociale et représentation des usagers des ressources naturelles. In : Montagne P., Razanamahavo Z. & Cooke A. (eds), 2007. *Tanteza : Le transfert de gestion à Madagascar, dix ans d'efforts*. Antananarivo : Resolve Conseil.